

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de  
l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
Alsace

Strasbourg, le 2 juin 2014

Unité territoriale du Bas-Rhin  
Equipe Sud

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Objet : Garanties financières / société AMCOR à SELESTAT  
PJ : un projet d'arrêté préfectoral complémentaire

- 1. Présentation du dispositif**
- 2. Présentation du site**
- 3. Proposition de l'exploitant**
- 4. Analyse de l'Inspection**
- 5. Proposition de l'Inspection**

## **1. Présentation du dispositif**

Les carrières (1979), les établissements « seveso » seuil haut (1987) et les décharges (1993) sont de longue date tenus de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement en cas de défaillance de l'exploitant.

Depuis le 1er juillet 2012, le dispositif a été élargi et renforcé. Il vise les installations qui sont susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il s'agit notamment des installations qui mettent en œuvre des produits toxiques, comburants, explosibles, inflammables, combustibles, corrosifs et certaines activités dans le domaine du textile, du bois, des minerais et métaux, de la chimie et des déchets (au-delà des décharges).

Le dispositif est défini par les articles L. 516-1 et 2, R.516-1 et 2 du code de l'environnement. Pour les établissements existants, relevant de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les garanties financières doivent être constituées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 dans les conditions ci-après précisées. C'est de cette première catégorie d'établissements dont il est ici question. Pour les établissements relevant de l'annexe II du même arrêté, les garanties doivent être constituées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019. Ces dossiers seront étudiés ultérieurement.

Les garanties financières sont à établir par tranche :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans soit jusqu'au 30 juin 2018,
- constitution de 100 % du montant initial à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Les garanties doivent répondre aux critères fixés par l'arrêté ministériel 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesure de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, commenté par la circulaire du 20 novembre 2013. Elles doivent prendre en compte :

- les mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants,
- les interdictions ou les limitations d'accès au site,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- la surveillance du site.

Pour l'ensemble de ces coûts, la formule d'indexation prévue à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné a été appliquée.

## **2. Présentation du site**

L'établissement est autorisé à fabriquer des emballages souples (type opercules) par arrêté préfectoral du 10/04/2002 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 19/02/2003, 12/01/2004, 09/08/2004, 23/11/2004, 03/09/2007, 15/01/2008, 22/11/2010 et 11/08/2011.

Le site est soumis à garanties financières au titre de la rubrique 2450 2. « Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante », la consommation de solvants pour cette opération étant de plus de 150 kg/h ou de plus de 200 tonnes par an.

### **3. Proposition de l'exploitant**

Par courrier du 12 décembre 2013, l'exploitant a transmis une proposition de calcul du montant des garanties financières, qu'il a complétée sur demande de l'Inspection le 22 mai 2014. Le montant proposé est de 332 640 €.

### **4. Analyse de l'Inspection**

L'analyse de la proposition initiale a appelé plusieurs observations relatifs aux calculs des montants Me (montant relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets), Mi (montant relatif à la suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants) et Mc (montant relatif à l'interdiction ou limitation d'accès au site).

L'analyse de la proposition complétée n'appelle plus d'observation.

### **5. Proposition de l'inspection**

Le montant de la garantie financière retenue est donc de 332 640 euros.

Le projet d'arrêté joint prescrit la constitution des garanties financières. Il fixe l'échéancier.

L'inspecteur de l'environnement  
(installations classées)